

monde a été remplacé par bien d'autres « ismes » encore pires : militarisme, fascisme, communisme, totalitarisme et, sur le plan économique, protectionnisme, qui ont abouti à deux guerres mondiales et, entre les deux, à une crise économique mondiale.

Plusieurs générations d'hommes d'État, de diplomates et de technocrates, dont M. Keynes, se sont donné comme objectif de rebâtir le monde perdu en 1914. Tout a commencé à Bretton Woods, où a été créée la première ébauche de l'architecture économique internationale, suivie d'abord de la naissance des Nations Unies à San Francisco puis des huit cycles de négociations commerciales tenus à Genève pour redonner aux gens la liberté d'acheter, de vendre et d'investir à l'échelle internationale.

Les États-Unis, qui avaient été le plus durement touchés par la crise, en sont devenus les plus grands défenseurs. Les Européens, les plus marqués par le militarisme, sont devenus les plus ardents partisans d'un monde sans frontière dont ils ont créé un modèle réduit. Ils ont retrouvé la liberté de se déplacer et de travailler où bon leur semble à l'intérieur de leur union européenne.

Maintenant, avant même l'achèvement de leur restauration, ces libertés fondamentales sont encore menacées par deux nouveaux « ismes » : le terrorisme et l'antimondialisme.

Nous avons mal enseigné l'histoire à nos enfants, qui sont nombreux à croire que la restauration de la liberté considérée comme normale, assurée et durable par un citoyen de l'ère édouardienne n'est qu'un complot des multinationales visant à optimiser les profits. Et nous avons mordu à l'hameçon des antimondialistes en tentant de défendre ce concept auquel ils s'opposent. Nous devrions plutôt nous rappeler que nous cherchons toujours à retrouver la liberté économique décrite si élégamment par M. Keynes, à laquelle Monsieur Tout-le-monde peut s'identifier.

Par la présente compilation, nous espérons contribuer modestement à cette cause et, ce faisant, aller dans le sens de l'engagement général pris par le gouvernement du Canada de favoriser le développement des capacités de recherche au sein des divers ministères. En conséquence, ces recherches ne